

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° ~~046~~ /OLUCOME/07/2018 PORTANT SUR LE LANCEMENT OFFICIEL DE LA CAMPAGNE DE COLLECTE DES CONTRIBUTIONS DE LA POPULATION AUX ELECTIONS DE 2020.

« Le Gouvernement du Burundi devrait se souvenir que les élections ne sont pas de la calamité naturelle d'une part et que le Burundi se trouve parmi les 3 pays les plus pauvres au monde d'autre part et par la suite arrêter de sucer le simple citoyen qui est dans une misère extrême, et s'atteler plutôt à la mise en œuvre des programmes de développement socioéconomique qui garantissent le droit au développement ».

1. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient d'apprendre que jeudi le 05 juillet 2018 le Ministère de l'intérieur, de la formation patriotique et du développement local a lancé officiellement la campagne de collecte des contributions de la population aux élections de 2020.
2. L'OLUCOME considère du point de vu légal que la lettre n° 530/1328/CAB/2018 du Ministre de l'intérieur, de la formation patriotique et du développement local et de l'ordonnance qui en est issue sont nulles et sans effet car elles violent respectivement la déclaration universelle des droits de l'homme, le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Déclaration sur le droit au développement et la Constitution de la République du Burundi sur base desquels le Burundi devrait garantir le droit au développement et la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme. Ce qui n'est pas fait malheureusement dans notre pays. Au lieu de développer le pays, le Gouvernement du Burundi innove des stratégies de sucer à fond le citoyen qui croupit dans une misère sans nom. De plus, la Constitution de la République de 2018 en son article 70 alinéa 4 stipule que « l'Etat peut proclamer la solidarité de tous devant les charges qui résultent des calamités naturelles et nationales. » A ce que l'OLUCOME sache, les élections dont il est question ne sont pas de la calamité naturelle.
3. Cette pauvreté dont souffre le citoyen burundais se lit à travers les indicateurs macro-économiques dont le Produit Intérieur Brut (PIB). Par comparaison à d'autres pays de l'Afrique, le Produit intérieur Brut du Burundi est regrettable. Il est à 300 dollars américains par an et par habitant, c'est-à-dire moins de 1 dollar par an et par habitant, tandis que pour le Rwanda, il est de 700 dollars, 650 dollars pour le Burkina-Faso et de 600 dollars pour l'Ouganda.
En 2015, le taux de croissance économique était de 4,7 % et aujourd'hui il est dans le négatif. D'autres effets néfastes s'en suivent comme la diminution notoire de la qualité de formation scolaire et académique, le taux de fécondité est de 6 enfants par femme en moyenne, la redistribution des ressources du pays est presque inexistante, la richesse nationale se trouve dans les mains d'une poignée de gens. *lf*

4. A cet effet, l'OLUCOME voudrait rappeler que ces contributions forcées ne diffèrent en rien de l'impôt par tête exigé sous le règne de Michel Micombero, d'autant plus qu'un seul contribuable doit payer au moins cinq fois dans la même période ces contributions (à travers le budget général de l'Etat, la contribution par ménage, les retenues à la source sur salaire, la contribution dans différents ministères et services, les contributions au niveau des communes et provinces, la contribution des élèves qui seraient en âge de voter en 2020 etc.)
5. En plus, étant donné que la coopération entre le Burundi et ses partenaires techniques et financiers s'est arrêtée d'une part et que les aides extérieures ont sensiblement diminué (l'aide en provenance de l'extérieur qui avant 2015 était autour de 700 milliards de francs burundais, n'est plus qu'autour de 350 milliards Fbu soit presque la moitié) d'autre part, toutes les dépenses de l'Etat doivent être supportées par le simple citoyen qui est dans l'extrême pauvreté.
6. Comme toutes ces conséquences fâcheuses retombent sur le citoyen lambda, l'OLUCOME voudrait encore réitérer les recommandations suivantes :

A l'endroit du Gouvernement de :

- a. Engager un dialogue inclusif franc et sincère avec tous les protagonistes afin que l'activité économique et la coopération avec les partenaires du Burundi reprennent ;
- b. Ne pas rester au niveau des slogans, mais plutôt que les discours soient accompagnés par des faits concrets, en concrétisant surtout les trois (3) objectifs qu'il s'est assigné qui sont : le retour de la paix et la stabilité politique, l'établissement de la bonne gouvernance et le développement durable.

« Vive le Burundi sans les dirigeants politiques corrompus. »

Fait à Bujumbura, le 10 juillet 2018.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président.

